

la lettre à
LOLU



Toute ortie est éfinitive

irrégulomadaire satirique N° 125-126, novembre 2023

**Le dur
métier de
maraîcher-
voyou**

P. 9

EXTRÊMES DROITES



LES GREMIUM DU CALVAIRE DE LA RICHERIE EN LIBERTÉS
ULTRA EXTRÊMES EN LOIRE-INFÉRIEURE

Tradis, nervis, bikers, patrimomaniaques, fils à papa, collecteurs de fonds : éclairage sur quelques tribus de l'ultradroite locale.

► dossier pages 2 à 5

Vélociréactor

L'angle mortuaire de l'estuaire nucléaire

Le petit lobby atomique boosté par la présidente de région.

LES INDUSTRIELS se frottent les mains : la Basse-Loire a un avenir atomisé. Macron a annoncé il y a deux ans la construction de petites centrales nucléaires, à lancer en 2030, livrables en 2035. Le réseau industriel Neopolia s'y voit déjà, qui affiche 600 boîtes sous-traitantes de la région œuvrant pour le secteur : fonderie de plomb, bureaux d'études et fabricants de composants pour le civil et le militaire. Le 3 octobre, grand raout au Palais de la région, placé « sous le haut patronage » de la présidente du palais Cricri Morançais qui avait déjà, en octobre 2021, applaudi la perspective macronienne de semer des minicentrales SMR (*Small modular reactor*) un peu partout en France. Elle en veut aussitôt une pour Cordemais, empêtrée dans son charbon condamné sous peu. Le projet alternatif mi-charbon mi-bois Écocombust ne doit durer qu'en bouche-trou avant le nucléaire de proximité. Pour Morançais, le nucléaire, c'est de « l'énergie verte » fournissant une électricité désormais vantée, gloriifiée, décarbonée, magique. On oublie ses angles morts : minerais à extraire et transporter, déchets ultimes à planquer pour l'éternité, risques d'accidents graves, démantèlement des centrales en fin de vie*...

Si Macron adore la baignole, elle, c'est l'atome. Cricri martèle son « attachement au nucléaire » civil et militaire en affirmant : « Je ne laisserai pas un kilowatt/heure disparaître du territoire » (*Le Figaro*, 04/10). Le premier kWh tentant de s'échapper en Bretagne ou en Normandie sera illico incarcéré par la police aux frontières régionales.

Le réseau Neopolia qui se dit « écosystème » - ça fait écolo -, annonce sans tousser que « la filière nucléaire fonctionne sur un principe circulaire » démontré par « le démantèlement, le recyclage des métaux, et la réutilisation des combustibles usagés via les SMR ». Actuellement mal quantifiés, les déchets de ces SMR seraient a priori enfouis avec les déchets ultimes radioactifs déjà existants des autres centrales, pour lesquels aucun pays n'a trouvé de solution viable et fiable. Il est urgent d'enterrer tous ces angles morts. ■

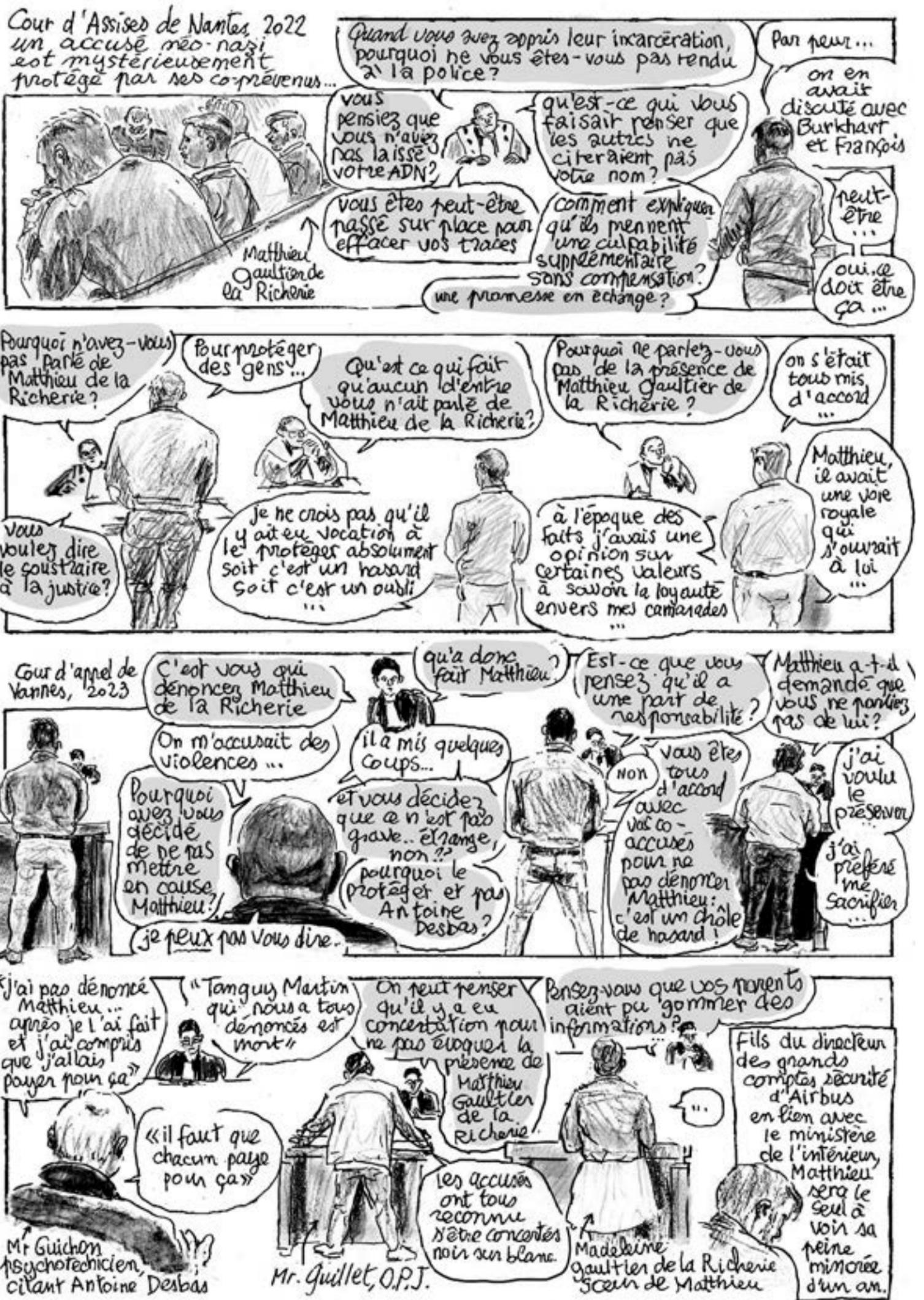
* 38 ans après sa mise à l'arrêt, la centrale de Brennilis (Finistère) n'a pas encore entamé la 3^e et dernière phase de démantèlement de son réacteur. La phase 2 est achevée depuis 2005. Et c'est la plus riquiqui des centrales françaises.

Bingo! La cagnotte des canaux fachos

Un discret fonds de dotation nantais pour arroser TV Libertés et Breizh Info.

LA ZEMMOURSPHÈRE a son fonds de dotation dans un immeuble de six étages, avenue Praud, quartier Doulon. Discret, mais l'adresse est dans l'annuaire. Opérant depuis le Kremlin-Bicêtre, la web télé d'ultradroite TV Libertés a planqué sa cagnotte à Nantes. Lancé en 2019, le fonds de dotation Média Libertés affichait fin décembre 2022 quelque 535 015 € au compteur, selon le bilan annuel que Lulu a pu consulter. Cette discrète cagnotte finance TV Libertés, web télé menée par un vieux routier du FN, Martial Bild, et l'ancien boss du Bloc identitaire Philippe Milliau, Finistérien récemment bombardé coordonnateur Bretagne et Pays de la Loire de la campagne de Zemmour à la présidentielle. Le fonds de dotation drague biens immobiliers, donations, bas de laine, actions en bourse, assurances vie et autres « biens légués exonérés de tout droit de succession ». Le dépliant annonce « défendre notre identité, nos valeurs, notre civilisation contre les dangers du mondialisme, du progressisme et de l'islamisme ». Les gens qui y témoignent en disant avoir refilé leur héritage sont bidons : Estelle, 80 ans, se retrouve sous le nom de Monique, 75 ans, quand elle fait de la retape pour les dons à une asso de diabétiques. Ludovic, de Paris pour Médias libertés, devient Jean-Pierre, de Dijon pour la Fondation du Souffle, mais perd son prénom sur le site d'un dentiste au Texas et dans deux banques d'images gratuites américaines. Le prétendu Jean-Paul, de Lyon, apparaît aussi comme Sergio sur un forum brésilien. Quand on veut pourfendre le mondialisme, ça la fout mal. Promettant la défiscalisation, cette cagnotte finance aussi Breizh info, site qui fait nettement une fixette sur les thèmes migrants, islam, chrétienté et insécurité. Menée par l'ex-président du mouvement identitaire Jeune Bretagne Yann Vallerie, la rédaction intègre Thierry Monvoisin, candidat FN en Loire-Inférieure aux législatives en 1988, 1993 et 1997. Le fonds de dotation, lui, est présidé par Véronique Monvoisin, 70 ans, ex-candidate FN aux cantonales de 1992, puis aux sénatoriales en 2001, sous la bannière du MNR, le parti du renégat Mégret. Neuf ans plus tard, les deux noms de Thierry et Véronique figurent dans la liste de soutiens au néo nazi et négationniste Vincent Reynouard. Ils ont été grossistes en pneus, au sein d'un boîte familiale à Basse-Goulaine et d'une holding plus large transmise à leurs enfants en gardant un pied dedans. Maman a témoigné comme cheffe d'entreprise « enracinée » au congrès de l'Institut Iliade à Paris en mai 2021, entre un topo de Jean-Yves Le Gallou et un speech de Marion Maréchal-Le Pen, qui ont plateau ouvert à TV Libertés, financée grâce à Mme Monvoisin. L'économie circulaire a encore frappé. ■

Natacha Calquant



Vade retro fascanas ! On a les célébrités qu'on peut

Catégorie Enfants Nantais, chapitre extrême droite.

L'ULTRA DROITE médiatique a ses Enfants nantais, petits Rastignac montés à la capitale après une enfance nantaise : Pascal Praud sur C News, et deux anciens de Presse-Océan, enfants du scoutisme nantais et de l'école Saint-Stan, Éric Brunet et Yvan Rioufol, plus propagandistes ultraréacs qu'éditorialistes. Adeptes de la guerre civile contre l'islam, Rioufol est passé du Figaro à C News. Brunet a pris la succession de Pascal Praud sur RTL. Autre fiston brun, Gauthier Bouchet,

responsable du RN44, soigne une apparence moins sulfureuse que son paternel Christian Bouchet qui lui, mêle allègrement ultra droite radicale et ésotérisme satanique dans la lignée du mage britannique Aleister Crowley. Bouchet père a aussi mené le groupuscule Troisième voie, dans sa première mouture de 1985 et 1991, Serge Ayoub réactivant le groupuscule de 2010 à 2013. Angers a la famille Gannat, père et fistons. Quand on tire les fils de la fachosphère, on tombe sur ses fils. ■

Blancs becs Faffaires courantes

Korsor, nouveau groupuscule coup de poing.

LE DEUXIÈME procès des quatre du Gud, certains venus de l'Action française, aurait mis provisoirement en sommeil le groupuscule royaliste nantais. Voire. Surgit un groupe nouveau, Korsor, tout aussi royaliste, branché sports de combat, affilié « Active club France » et ses déclinaisons néonazies, suprémacistes. Ses membres posent floutés, torse nu en posture très viriliste. Cette prétendue « nouvelle chouannerie » qui clame « Vive Dieu » s'affirme « contre-révolutionnaire ».

Son emblème : une tête de mort couteau entre les dents, le sacré cœur au front. Le 21 octobre a eu lieu la première session de formation nantaise avec le *Bréviaire pour une génération dans l'orage* d'Academia Christiana, institut d'ultradroite qui prône la lutte armée de reconquête, et *Que faire?* (rien de léniniste), un essai de David Engels annonçant la guerre civile suivant le déclin de l'Europe. Le lendemain, sortie terroir au salon du vin de Carquefou. Plutôt branché blanc que rouge. ■



Fils de Le petit protégé fatigué

Fils de famille, un des nervis du lynchage de 2017 s'en sort pas mal.

FASCISTE, fils à papa et fils à maman. Matthieu Gaultier de La Richerie doit beaucoup au pedigree des parents. Le fiston a été condamné par deux cours d'assises après l'agression sauvage de deux ados à vélo à Nantes, rue Du-Chaffault en mai 2017. Il lâche sans broncher : « J'ai mis deux ou trois coups sur la tête (de Steven) avec les poings fermés. Quand j'ai vu qu'il était mineur et qu'il ne pouvait se défendre, alors j'ai arrêté. » Très crédible... Sa défense prétexte la maladie de Lyme dont il est atteint, se disant « très fatigué » avec « des problèmes cardiaques et mal aux jambes ». Le juge s'étonnant qu'un être aussi affaibli (mais aguerri à la boxe thaï) castagne avec tant de hargne un homme à terre, le très fatigué à cette répartie : « J'ai mis trois coups à quelqu'un. Ce n'est pas non plus très épuisant » (*Ouest-France*, 30/09/2017). Faiblard, mais fier et décontracté pour ce presque homicide évité par l'arrivée d'une voiture dans la rue. « On avait envie de se battre, comme quelqu'un a envie de manger un steak au resto » a résumé Antoine Desbas, son binôme en lynchage, ce soir-là. Matthieu de La Richerie est un militant précoce, à l'Action française à 15 ans, au GUD à 17 ans sans formellement y adhérer, le GUD nantais ne l'exigeant pas spécialement.

Ambiance virile et authentique

Alors quoi, ses parents ? Le père, Jean de La Richerie, a fréquenté, avant le bac, l'école privée hors contrat Saint-Michel, près de Châteauroux. Un établissement catho intégriste tendance M^{gr} Lefebvre, non mixte, que

des garçons en uniforme, cheveux courts de rigueur, encadrés par des curés. L'école prétend « protéger les enfants du vice et de la corruption », les armant « contre toutes les formes de subversion culturelle » en inculquant « les repères de la Foi chrétienne et de la philosophie, dans l'ambiance virile et authentique de l'internat catholique ». Toujours selon le site de l'école, les parents d'élèves « doivent faire briller devant leurs enfants le principe d'autorité, leur refusant le "droit" de contester les décisions » pour développer « en cohésion avec l'école, l'amour de la civilisation chrétienne et française ». Messe en latin, chewing-gum interdit (sic), prière dans les cours, latin et grec, « étude surveillée, afin de n'avoir pas prétexte à la rêverie ou au chahut », exclusion « en cas de menées subversives »...

Bien formaté, Jean de La Richerie fraye ensuite dans l'industrie de la sécurité (Olivetti, Matra) pendant vingt ans avant d'entrer en 2008 à Airbus où il est aujourd'hui « directeur grands comptes sécurité ». Depuis un quart de siècle, il fréquente les huiles de la police, de la gendarmerie et des ministères, Intérieur et Défense. Spécialité : télécoms sécurisés des forces de l'ordre. Un esprit sans rêverie ni chahut, dans la lignée d'un aïeul directeur du bagne en Guyane avant d'établir un nouveau bagne colonial en Nouvelle-Calédonie pour gérer l'arrivée des prisonniers de La Commune de 1871.

À l'extrême droite de Dieu

Si le père allie héritage, sabre et goupillon, madame n'est pas en reste. Caroline Françoise Hector

Marie du Crest a dirigé les éditions Contretemps dont le siège était jusqu'en novembre 2011 dans la maison familiale à Orvault. Elle y a publié les actes des rencontres d'été de Renaissance catholique, groupe national-catholique né en 1988 quand M^{gr} Lefebvre a créé sa dissidence. On y édite des éminences grises de la fachosphère à prières : Bruno Gollnisch, Jean-Yves Le Gallou, Henry de Lesquen, Hilaire de Cremiers tartinant sur « l'identité nationale », mais aussi Reynald Sécher ou Jean-Pierre Maugendre, clamant en septembre sur TV Libertés que « l'obéissance est une vertu virile ». Ces éditions confidentielles publient aussi des requêtes contre l'avortement ou des prêches pour la messe traditionnelle en latin.

Quand il ne pourfend pas la décadence de la civilisation en s'usant les genoux à la prière, le couple s'occupe du château de Casso à Pontchâteau et de la maison bourgeoise familiale où le fiston s'est réfugié à Missiriac, Morbihan.

De la peine, mais réduite

Outre son socle ultradroitisme, la famille a de l'entregent, et de l'argent. Toujours utile. En ménageant le fils de famille, les autres néonazis ont pensé préserver leur avenir. À tort ou à raison, l'avenir le dira.

Au début de la procédure, Joyce Burkhart, Antoine Desbas, François Cosseron de Villenoisy et Tanguy Martin (décédé depuis) s'étaient « mis d'accord pour ne pas donner son nom ». Il ne sera arrêté que cinq mois après les autres. « Mais pourquoi vous le protégez ? », s'étonne la présidente de la cour d'assises de Vannes en interrogeant les trois autres protagonistes de l'équipée furieuse. Le protégé, Matthieu Gaultier de La Richerie, écope de la peine la plus faible. Deux ans avec sursis, un an de moins qu'en première instance. Et son nom disparaît même de certains comptes rendus de presse (*Le Télégramme*, France 3 Pays de la Loire). *Ouest-France* (27/09) excusera même cet anonymisé, présenté comme un « suiveur », « effacé », cherchant un « palliatif à l'absence de figure paternelle ». Le sursis, autre forme de soin palliatif. ■

Hubert Polisseur de La Batte



Culs-bénits hill

La croix et la bannière

Le patrimoine religieux qui tombe en ruine, un bon créneau pour l'extrême droite de bénitier.

C'EST une croisade qui re-tape des croix à la croisée des chemins. À Port-Saint-Père en octobre 2021, quatre gusses déguisés en croisés et portant une vraie armure de métal assistent à la bénédiction du calvaire retapé par Gilhem Le Coq, un curé intégriste de la Fraternité Saint-Pierre, en chasuble mauve et or. L'abbé figure dans la « *Bibliographie critique sur Charles Maurras, l'Action française et la Contre Révolution* ». Il y apparaît dans un ouvrage collectif célébrant Jean Raspail, écrivain adulé par l'extrême droite pour son roman publié en 1973 fictionnant le grand remplacement. Au pied du calvaire, tout le monde est extrêmement à droite.

L'opération du jour est menée par Godefroy Riou du Cosquer, référent Vendée de SOS Calvaires et membre de la même Fraternité Saint-Pierre à Nantes. « Un calvaire c'est un étendard, ça dit : ici terre chrétienne ! Et OK d'accord, y a pas de minaret », lâche l'Angevin Julien Le Page, président national de l'asso, interrogé par le youtubeur d'extrême droite Grégory Roose (30/04/2021). SOS Calvaires a drainé deux autres youtubeurs d'extrême droite, Valek Noraj et Baptiste Marchais (deux vidéos venus en personne apporter leur appui aux initiatives des pieux calvairistes.

Croix d'bois, croix d'fer

Association fondée en 1987, reprise en 2015 par une jeune garde fervente, SOS Calvaires a son siège national en Maine-et-Loire et des groupes actifs en Loire-Inférieure et dans l'ouest Vendée. Les premiers militants sont passés du bénévolat actif au bizness, proposant un catalogue de 14 modèles de croix en bois ou métal, dont des croix celtiques chères aux néonazis. L'asso vend aussi du vin, des niches à statuettes, un christ en plastique prêt à monter, un calendrier siglé... Mais affirme ne plus se fournir en T-shirts et

sweat-shirts auprès de la start-up d'extrême droite Para Bel-lum France, qui commercialise sa gamme de fringues brodées de fleurs de lys, de fusils mitrailleurs et de mentions « patria » ou « royaume de France », au milieu de photos de snipers et de guerriers surarmés. Pour son camp d'été en 2022, SOS Calvaires s'est associé à l'asso Mémoire du futur, menée par l'historien d'extrême droite Reynald Sécher, inventeur du concept du génocide* vendéen, et proprio à La Chapelle-Basse-Mer d'une chapelle retapée depuis trente ans par des chantiers de jeunesse recrutant à l'ultradroite du bénitier.

Réseau pointé

Très actifs sur toutes les sessions de chantier de cette chapelle, Nathan Guigand est délégué de SOS Calvaires en Loire-Inf. Il annonce rarement ses couleurs : juste une fleur de lys et une mention en hommage à Louis XVI le 21 janvier, jour de son raccourcissement. Sinon, pas de déclaration marquée. Il est aussi membre de VMF, Vieilles maisons françaises, association présidée dans le 44 (jusqu'à fin 2022) par François Hélie de la Harie, auteur d'un bouquin autoédité sur un abbé tué lors des guerres de Vendée « en haine de la foi », expression consacrée chez les réacs, et d'un autre bouquin sur les vitraux des églises de la Vendée militaire. Ces deux autoéditions sont diffusées par les éditions de Chiré, revendiquant la « diffusion de la pensée française », traduire d'extrême droite et catho intégriste. Des livres fascistes, négationnistes, cathos, nazis (dont *Mein Kampf*), et ceux de Reynald Sécher sur la Vendée, diffusés par correspondance, et seulement dans deux librairies en France, une à Paris, l'autre à Nantes, la librairie Dobrée. Le 2 septembre dernier, date des « journées chouannes » des éditions de Chiré, la librairie nantaise était fermée pour tenir son stand dans ce rassemblement à Chiré-en-Montreuil, à 20 km à l'ouest de Poitiers.

Le 26 novembre 2018, François Hélie de la Harie animait dans la discrète salle municipale Nantes Erdre un débat avec Éric Zemmour. Participaient à l'échange Reynald Sécher et Guillaume Bernard, prof à l'ICES de La Roche-sur-Yon. En juillet 2021, VMF a décerné son prix à Reynald Sécher, pour la restauration de la chapelle adoptée un an plus tard par SOS Calvaires. Ça grenouille sec dans les bénitiers patrimonialisés. ■

Sacha Calverreux

* formulation abusive (malgré les massacres) puisque des Vendéens républicains (dans le sud et l'est de l'actuel département), il y en a eu, et qui n'ont pas été ciblés par une extermination massive.

Ce soir on vous met Feu sacré

On recrute sous les flambeaux dans les rues de Nantes.

LA TORCHE mène au lynchage. « J'ai participé à une procession aux flambeaux pour la sainte vierge, c'est là que j'ai rencontré des personnes de l'Action française », a expliqué un des quatre militants du GUD passant en cour d'assises à Vannes pour tentative d'homicide rue Du-Chaffault en 2017. La procession sous flammes, un foyer de radicalisation qui a toujours voie de cité : le 12 décembre, la fraternité Saint-Pie-X (option tradi M^{gr} Lefebvre) défilera sous ses torches dans le quartier Saint-Félix. Les 8 décembre, autre cortège, de l'église Sainte-Croix à ND de Bon-Port. Sous le cantique en latin, le coup de poing américain. ■

Au tribunal de Nantes, un policier, Samuel Batland, assigne un serveur de bar, Mr. E, pour refus de service et menace de mort à l'encontre d'un dépositaire de l'ordre public...

présenté au 17 police
Mme le Gaenneck
Mr Batland

ils m'avaient déjà dit que le vernis à ongles, ça ne faisait pas viril...

M.E. il y a eu refus de service



c'était au bar le Jungle

les personnes qui m'accusent n'étaient pas dans l'exercice de leurs fonctions

les 5 policiers

le ferme de facho c'est que

il arborait un badge du RN et une matraque télescopique

je ne me sentais pas en sécurité à cause de mon orientation sexuelle

je les avais déjà vus

il était ami avec le videur du "petit Manay" qui me faisait des saluts nazis

j'ai dit qu'à une époque, les gens de son parti on leur mettait une balle dans la tête...

ça ne me serait jamais venu à l'esprit de leur faire ça!

aujourd'hui un policier hors-service est un policier qui doit être armé!

Mr Batland, pouvez-vous me donner la RACE de votre compagne?

elle est franco-congolaise

plutôt me tirer une balle dans le pied...



Mais regardez vous!

vous avez le mode vestimentaire des punks d'extrême droite!

c'est en tant que policiers qu'ils doivent être indemnisés au civil!

Me. Huppé, avocate de la police

vous ne connaissez pas l'histoire du mouvement punk...

je vais garder le silence sur ce sujet...

je suis moi-même bisexuel

désolée d'être caricaturale

pardon, mais ce n'est pas de ma faute si le propos s'abaisse de la sorte...

Mme le Gaenneck, avez-vous vu des fachos parmi vous?

je suis homo, j'ai été passee il y a des années...

Ce sont des faits de menace de mort extrêmement appuyés

Ce sont des faits qui justifieraient pleinement une peine de prison ferme...

on a compris! on a compris!

À Nantes jamais

ça vous choque d'être renvoyée à cet état là?

je demande aussi un stage de citoyenneté

obligation d'indemnisation évidemment

rassurez-vous la gêne est partagée...

je suis loin d'être facho

une peine de dix mois d'emprisonnement avec un sursis de deux ans

interdiction de contact également



facho? oui

Yvon Olivier procureur

Je n'ai aucun avis sur les opinions politiques ou la vie sexuelle des plaignants...

et peu me chaut!

Cette infraction est différente de la menace de mort...

pour condamner Mr. E, il faut que les policiers soient dans leur état de service. Ce n'était pas le cas!

Mais??!

On ose me dire que c'est à cause de Mr. E. que le débat s'abaisse de la sorte!!

Qui a posé les questions à Mr. Batland pour savoir quelle était l'origine ethnologique de sa femme??

vous entrez donc en voie de relaxe dans cette infraction

j'ai le sentiment qu'on attendait mon client au tournant...

Mr. E sera condamné à cinq mois de prison assortis de deux ans de sursis. Il devra payer 1800 euros aux policiers en civil, faire un stage de citoyenneté et devra être suivi psychologiquement...

c'est un comble!!!

il y a une erreur majeure de qualification

pas un traquenard, mais...





Poignée dans l'coin

Ces motards qui roulent à l'extrême droite

Fachos et bikers en Harley roulent des mécaniques en mode conquête de l'Ouest.

REMARQUÉ pour la première fois l'été dernier dans le Pays de Retz, le club de bikers Gremium marquerait son territoire. Originaires d'Allemagne, où les autorités les classent en catégorie crime organisé, trafics, drogue, armes, prostitution, les Gremium sont des motards 1%* ne se donnant comme règles que celles de leurs « couleurs », comprendre l'emblème distinctif de leur gang de motards excluant les femmes et les flics. On peut y cultiver une façade respectable tout en trafiquant. L'esprit rebelle et la solidarité de clan dominant. En cas de menace contre les intérêts du club, son honneur ou celui d'un de ses membres, ça vire vite violent, au-delà du simple coup de pression. Vengeance, expédition punitive, racket, casage de gueule ou plus, l'attirail

est vaste. Et les tensions internes et les conflits d'égo sont vite explosifs, malgré une hiérarchie stricte : président, vice président, trésorier, sergent d'armes, capitaine de route...

Heil vroum

Blason dans le dos (le « patch » en jargon biker), poing vengeur et croix de fer prussienne, une cinquantaine de ces motards a déboulé à Bourgneuf-en-Retz, début août, au festival Concerte US et Rock'n roll, révèle *Street Press* (26/09). C'est comme un drapeau planté sur une terre à annexer. Le marquage du territoire est mené par un personnage notoire de la fachosphère ultra : Serge Ayoub, gros bras, forte tête et figure de l'extrême droite ultra, un vague air de Mussolini, impliqué par la justice dans l'assassinat de Clément

Méric en 2013, et depuis recyclé chez les motards. Skinhead adepte du coup de poing sur des antifas et les militants de gauche, Ayoub a opportunément dissous son groupuscule Troisième voie et sa garde musclée, les Jeunesses nationalistes révolutionnaires, juste après la mort de Clément Méric. Depuis son club à Soissons, il veille sur les Gremium en France, en phase d'expansion. Aussi dénommés « black Seven » – le nom Gremium comportant sept lettres, et G étant la 7^e lettre de l'alphabet –, ils sont aussi implantés dans 21 autres pays d'Europe et d'Amérique latine, et en France à Quimper, Reims, Soissons, Nancy...

Club support d'attache

Les clubs de motards du coin, qui ne cherchent pas cette réputation sulfureuse, voient d'un œil inquiet cette annonce. Impossible, au risque de déclencher une guerre des territoires, avancent certains. Sauf que c'est comme ça que fonctionnent justement ces motards 1%.

Avant de créer leur antenne locale, un « chapitre », les Gremium s'appuient sur un club déjà existant à Bourgneuf-en-Retz, les Burners, qui organise justement ce festival grand public, musique, bière motos et voitures américaines vintage.

Club local de détenteurs de Harley, passionnés de culture US et de rock'n roll des fifties, les Burners arborent le drapeau sudiste des anciens états esclavagistes. Du folklore, paraît-il, mais dans un terroir où Marine Le Pen a flirté avec les 48% à la dernière présidentielle dans trois communes. Le club de Bourgneuf, qui n'a pas souhaité répondre à *Lulu*, est devenu, volontairement ou sous pression, « club support » des Gremium. Pour gérer l'implantation, un certain Gaby a été missionné : Gabriel Decouture, 43 ans, ancien Hell's Angel passé par les No Surrender, ralliant enfin les Gremium avec le statut « Nomad ». Arrêté en août 2015 en banlieue nantaise pour détention de cocaïne, d'un 6,35 automatique et d'une ceinture dissimulant un couteau, ce brave garçon a été condamné à un an de prison, plus six mois ferme issus d'un jugement précédent avec sursis, pour stupés. Les Gremium ont déjà un club sous leur coupe à Quimper. La région nantaise pourrait bien asseoir leur hégémonie, entre harmonie forcée et acrimonie renforcée. ■

Giuseppe Trolette

* Bikers 1%, autoproclamés par bravade depuis que l'American Motorcycle Association déclare, suite à un rassemblement violent en 1947 en Californie, que 99% des motards respectent la loi.



Confusion de poches

Gruge métal, escroque baroque

Détourner l'argent d'un festival métal ou classique ne vaut pas les mêmes sanctions.

LE BOSS du Hellfest, Ben Barbaud, s'est servi de quelque 300 000€ dans les caisses du festival. Usage personnel : œuvres d'art, pinard. Coincé par une dénonciation à Tracfin, le service de renseignement du ministère de l'Économie, qui traque fraudes et blanchiment d'argent, il a été condamné le 19 avril dernier pour abus de confiance à 20 000€ d'amende, huit mois de prison avec sursis et cinq ans d'interdiction de présider une asso. Il en était président et directeur salarié, il n'est plus qu'employé en chef. La condamnation s'est faite discrètement, lors d'une audience à huis clos sur le mode du « plaider coupable » (comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité). Ce qui n'a été rendu public par *Ouest-France* qu'après le festival. Faut pas fâcher le commerce. Le Hellfest ne s'est pas porté partie civile pour obtenir des dommages et intérêts, et a gardé sa

confiance dans son incontournable boss.

Joëlle Kérivin n'a pas eu droit au même ménagement. Virée quand le détournement à usage perso de quelques 600 000€ a été découvert au préjudice de la Folle Journée et de l'espace Simone de Beauvoir qu'elle dirigeait, elle a été condamnée le 4 mai dernier lors d'une audience publique : trois ans de prison dont 10 mois ferme qu'elle purge chez elle, sous bracelet électronique. Outre les sommes à rembourser – comme Ben Barbaud –, elle s'est chopé 306 000€ de dommages et intérêts aux parties civiles, Folle journée, espace Simone-de-Beauvoir et Ville de Nantes. Plus 15 ans d'interdiction de gestion de toute activité commerciale, et à vie d'exercer toute activité de gestion financière, professionnelle ou bénévole. La musique a ses poids et mesures. L'entourloupe en métal marche mieux qu'en version classique. ■

Des chiffres et des lettres

Z'appellez comment, au juste ?

Ça va pas être possible, madame. Madame comment, au fait ?

PLUSIEURS consonnes inhabituelles à la suite dans un nom, c'est trop pour des fonctionnaires français. Madame Z a un nom de famille à 14 lettres que l'administration embrouille facilement. Les services des impôts l'ont enregistrée sous deux noms différents, le vrai et un nom fantaisiste, en sept lettres, qui n'existe même pas dans son pays d'origine. Début septembre, elle a pris rendez-vous, accompagnée par une militante du Gasprom qui aide les migrants à dépêtrer ce genre d'imbroglio administratif. La demande de rectification, passeport à l'appui, se heurte à un mur. L'informatique, madame. Le logiciel ne permettrait pas de correction... Mais ce sera sans doute bon pour la déclaration d'impôts de l'an prochain. Inch allah. Problème, elle a besoin maintenant de papiers sans erreur, pour sa demande de titre

de séjour.

Il a fallu insister pour obtenir un document attestant de la demande de rectification. Mais ce papier est présenté comme une demande sous le faux patronyme (associé, de plus, à l'identifiant), et comme « une modification du nom d'usage » ce qui n'est évidemment pas le cas et risque d'embarber le dossier de madame Z. « Étant donné la suspicion de la Préfecture à l'égard des personnes étrangères effectuant ces démarches, la production de tels documents, erronés et peu clairs, est susceptible de provoquer des retards considérables, voire de compromettre leur aboutissement » : exigeant rectification immédiate, le recommandé du Gasprom aux Impôts a quand même obtenu un récépissé conforme. Sans ça, madame Z restait avec un faux nom imaginaire. En attendant, le fisc va peut-être se rebaptiser zflmfisc. ■

Conquête de l'Ouest

SICES GREMIUM ont des visées sur l'Ouest, c'est que les bandes rivales, Hell's Angels, Bandidos ou autres, ne sont pas présentes ou plus assez puissantes pour défendre leurs fiefs, assure un spécialiste des gangs de motards. Basés à Rezé de 1991 à 1998, prospectant les marchés de la drogue et de la sécurité des concerts, les Outlaws France ont disparu*. Les rapports de police parlaient alors de cache d'un attirail d'armes de guerre, fusils à pompe et grenades. Marco, le président du club, a été jugé pour avoir démolé un inconscient qui s'était assis sur sa moto, et pour une agression raciste et sanglante au cutter dans une boîte de nuit. Snoopy, le trésorier du club, a

mal tourné en ralliant les Bandidos scandinaves en guerre contre les Hell's. Revenu avec trois balles dans la peau, paraplégique, il a été contraint de troquer sa moto pour un fauteuil roulant.

Les Hell's Angels qui avaient acheté un local à La Montagne en 2016 se sont évaporés en 2020, migrant en Normandie. Cinq membres du club ont été jugés à Nantes en 2020, pour avoir extorqué la luxueuse Mercedes d'un cadre qui aurait tenu des « propos déplacés » imposant des « mesures de restauration de l'honneur » des Hell's Angels pour « réparer l'outrage ». Le 1% est un brin susceptible. ■

*« L'étoile perdue de la comète de Harley », *Lulu* n° 16, février 1998.



Représentation Tour de sang

ÉLU de droite à Nantes, profession chasseur de têtes dans le civil, Foulques Chombart de Lauwe a eu la révélation : « Quand j'ai vu que Johanna Rolland osait se représenter, mon sang n'a fait qu'un tour. J'ai senti que c'était le moment » (*Le Figaro*, 15/10). Il se déclare illico candidat aux municipales 2026. Sans prévenir les autres élus de droite. C'est le jeu perso à la nantaise. ■

Cerveaux creux

Le pondu de Nantes

Le Julesvernisme culturel a encore frappé.

FAUTE d'arbre aux hérons, totem pour vendre sa reconquête du bas Chantenay, la métropole s'est rabattue sur le projet de Cité des imaginaires, l'immeuble Cap44 absorbant le musée Jules-Verne, bar et lieu d'expo et on ne sait quoi (concours en cours).

Jules qui, déjà?

Nantes manque sévèrement de célébrités tête de gondole touristiques. Stendhal, Flaubert, Hugo et Mérimée ont laissé de vagues commentaires furtifs sur la ville provinciale... Gracq et Vallès n'ont été que de passage. Jules Verne, lui, n'a été que pondu et élevé sur place, avant de fuir à Paname. Sa vie d'adulte, littéraire et politique, est entre Amiens et Paris. Amiens a la maison Jules-Verne devenue musée, le centre international d'études, édite la revue... Nantes, capitale de rien. La médiathèque a bien acheté des lettres de Verne écrites à son toubib ou à sa mère, toutes datées d'Amiens. Seul écrit sur Nantes, un sonnet peu amène, « La si-

xième ville de France » : « *Un quartier neuf et présentable, entre bon nombre de hideux. Des sots bâtissant sur le sable, en affaires peu scrupuleux. De science un peuple incapable, à son endroit toujours crasseux. Quelques milliers de cerveaux creux d'une bêtise indécrottable. De riz, sucre un peuple marchand, sachant bien compter son argent, qui le jour la nuit le tourmente. Le sexe en général fort laid, un clergé nul, un sot préfet, pas de fontaines : c'est là Nantes!* » Pour doper la réputation de Nantes, on a connu plus flatteur que ce poème cinglant écrit à 19 ans, un an avant de monter à Pantruche, et puis plus une ligne sur ce pays de cerveaux creux.

Le vanter aujourd'hui comme vecteur d'attractivité et de tourisme, ça sent l'escroquerie.

On est vernis!

Gardienne en chef du temple vernien, Agnès Marcetteau, ex-directrice des médiathèques et du musée Jules-Verne, entretient la légende. Le 28 octobre 2020 à Cosmopolis, elle déblatère sur

Jules Verne et l'Afghanistan. La causerie concède que le pays est quasi absent des romans, survolé en ballon, traversé en train, trois ou quatre bribes de paragraphes. Fétiche nantais, Verne doit rester un héros local, même si le lien s'effiloche. Au festival littéraire Atlantide, en mars dernier, trois romanciers sont conviés à faire du Julesvernisme nostalgique, aiguillés par l'inévitable Agnès Marcetteau. Inspirés par Jules? Le Taïwanais Chi Ta-wei n'a lu que des adaptations édulcorées pour enfants. RAS. À la demande de dame Marcetteau pour la rencontre, Yannick Haenel a relu vite fait deux bouquins du Jules, « pas son auteur préféré ». Le Tchadien Nétonon Noël Ndjékéry dit avoir été choqué par la représentation des Noirs. Un peu dépitée, Agnès Marcetteau plaide pour un Jules anticolonialiste, anti-esclavagiste, pas si misogyne que ça, revendiquant 150 à 200 personnages de femmes dans l'œuvre de son Jules adoré. Tant pis si ces femmes si souvent stéréotypées sont des pimbêches acariâtres, des mères dévouées ou des jeunes filles aveuglées par l'amour...

Embrouilles de com

On nous a déjà vendu la fable de Nantes, fief de la tolérance : en 1998, l'Édit de Nantes a été présenté comme étant une création locale, alors que c'est une vacherie d'Henri IV imposant la signature du traité comme punition à une ville tenue par les fanatiques Ligueurs, ultracathos fondamentalistes, pourfendeurs de huguenots. La ronflante com' nantaise entretient le mythe du berceau du surréalisme. André Breton y a bien été affecté comme toubib militaire en 1916, quelques semaines auprès d'un trouffion blessé, Jacques Vaché, mais qui n'a écrit que du courrier en temps de guerre. Pour les gloires locales, on est un peu sec. La photographe surréaliste Claude Cahun n'est pas très connue. Le cinéaste Jacques Demy est né à Pontchâteau. Claire Bretécher a autant détesté Nantes que Jules Verne. Jean Graton, le gars qui dessinait tout à la règle, bolides et personnages de la BD automobile *Michel Vaillant*, ne fait pas plus rêver que l'ex-Premier ministre, Ayrault Jean-Marc, pas assez mort de toute façon. Faute de référence plus authentique, la promo de la Cité des Trouducus a enrôlé Jules Verne. Vous savez, cet écrivain qui a inventé la tolérance surréaliste d'anticipation... ■

Jules Vachard

Tout le monde déteste Jules

IMAGINAIRE moisi : un collectif travaille actuellement à un livre de déconstruction de Jules Verne, levant le voile sur la misogynie, le racisme et l'accompagnement du colonialisme dans les romans tant adulés. À paraître aux éditions associatives À la criée. ■



Dadaréaliste Pérez-lès-Nantes

Révérénd Péret

SI NANTES se pousse du col avec un héros de raccroc comme Jules Verne, la voisine, Rezé se la joue plus modestement lieu de surgissement du bébé Benjamin Péret en 1899. À peine né, on perd sa trace. On sait seulement qu'avant de devenir révolutionnaire engagé, antistalinien acharné, combattant dans la guerre d'Espagne, au Poum puis dans la Colonne Durutti et poète, le potache Péret a franchi la Loire pour user son froc sur les bancs du lycée Livet à Nantes. Et a barbouillé une statue, sans doute celle de Villebois-Mareuil, cofondateur avec Charles Maurras de l'Action

française. Sa mère l'envoie à l'armée en 1916 pour calmer ses ardeurs rebelles. Il en revient autant bouffeur de curés que de galonnés. En janvier 2021, lors d'une expo à la médiathèque de Nantes, le journal municipal de Rezé titre « Benjamin Péret, discrètement Rezéen... ». La ville ne le récupère pas comme symbole de Rezé berceau du mouvement Dada... Sans doute pour mixer ce surréaliste iconoclaste et anticlérical et une star plus populaire, Pierre Perret, la commune a opté pour une rue, finement baptisée « Benjamin-Perret ». Quand on est poète, on ne manque pas d'R. ■



Roburnous

Univerne impitoyable

Robur, roman plein de clichés racistes et d'aveuglements coloniaux. C'est pas de la cancel culture, c'est de l'histoire.

SELON Agnès Marcetteau, Jules Verne serait un « révolutionnaire souterrain ». Reconstruction après coup assez douteuse pour un bourgeois qui a craché sur la Commune de Paris aux lendemains du massacre par les Versaillais. À en croire les vernolâtres, leur Jules serait un progressiste opposé à l'esclavage et la colonisation. Au hasard, on peut lire *Robur le Conquérant*. Son engin volant survole en Algérie deux bourgs de garnison, Géryville et Laghouat, créés « sur la limite du désert pour faciliter la conquête ultérieure de la Kabylie ». Laghouat incarne dans l'Algérie d'aujourd'hui une ville martyr où, le 4 décembre 1852, la troupe coloniale massacre les deux tiers de la population assiégée, « 2300 hommes, femmes ou enfants tués... », selon un colonel* qui en était. Autre témoignage d'époque : « On marchait dans le sang; les cadavres empêchaient de passer**. » Mais on ne pourrait juger l'écrivain d'Amiens selon nos critères d'aujourd'hui... Voire. Verne évoque Laghouat 34 ans après le massacre, 15 ans après les révélations du colonel, cinq ans après le reportage de Maupassant dans *Le Gaulois* en 1881, réquisitoire implacable contre la férocité militaire de colonisation. Éponge à récits de voyage, Jules a difficilement pu ignorer ces écrits. Mais il fallait faire rêver les petits enfants des bourgeois. Robur le Conquérant sauve de braves naufragés blancs d'un trois-mâts barque nantais dans le Pacifique (exercice de com' à la nantaise : comment valoriser un Jules Verne qui ne mentionne Nantes qu'évoquant un naufrage?). Mais pour les Noirs, pas de pitié! Robur et les savants kidnappés survolent le Dahomey, avec

une scène incroyable qualifiée d'« œuvre d'humanité » : pour sauver des prisonniers sacrifiés lors du sacre du roi local, l'aéronef de Robur descend mitrailler, bombarder, jeter de la dynamite dans la foule... Et s'en va. Une expédition punitive improvisée, en survol, présentée comme une bonne action. Anticipation à la Jules Verne? Quatre ans plus tard commence la conquête militaire française du Dahomey. Le vieux roi Behanzin, qui avait noué des relations avec la France pour la traite des esclaves, est revenu sur les accords passés en 1851 (commerces, missionnaires). Limiter l'évocation du pays dans le roman roburien à une punition aérienne de bons Blancs, c'est tout l'« humanisme » ethnocentré de cette si bonne civilisation à imposer aux barbares. Le bon argument de la prédation coloniale. Bourgeois de Philadelphie, l'un des deux savants enlevés a un valet noir, « un parfait poltron, un vrai nègre de la Caroline du Sud avec une tête bêtassee et un corps de gringalet. Tout juste âgé de 21 ans, c'est-à-dire qu'il n'avait jamais été esclave, pas même de naissance, mais il n'en valait guère mieux. Grimacier, gourmand, paresseux et surtout d'une poltronnerie superbe ». Sans commentaire. Bon à rosser pour avoir interrompu son patron en grande conservation, le valet est réduit au préjudice racial : « Comme un nègre qu'il était, il se mit à geindre, à protester, à crier, à se démener de mille contorsions et grimaces. » Alors Verne, on l'ovationne ou on le déboulonne? ■

Denis Jernevule

* Lettres familières sur l'Algérie, Théodore Pein, 1871.

** Un été dans le Sahara, Eugène Fromentin, 1857.

Dépassements Le vol de nuit nuit

Le couvre-feu ne couvre pas grand chose.

À L'AÉROPORT de Château-Bougon, des compagnies se contrefoutent du couvre-feu de minuit à 6h du mat' établi en avril 2022*. Les neufs premiers mois, 350 infractions. L'été dernier, rien qu'en juillet et août, 108 infractions. Un jet privé de VallJet, la compagnie de Waldeemar Kita, s'est fait prendre en janvier dernier. Venu début octobre tenter de rassurer après le report de l'appel d'offres pour rénover l'aéroport, le ministre des Transports s'est bien pris les pieds dans le tarmac, prétendant que le couvre-feu avait permis de « diviser les infractions par six ». Pas les infractions, Toto, juste les vols de nuits! Avant le couvre-feu, par définition, c'était pas interdit...

Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires, l'Acnusa a révélé début août que certaines compagnies (*low cost*, notamment Volotea, Transavia) privilégient leurs profits à la loi, programmant jusqu'à huit rotations de leurs avions par jour, sans marge. Irréaliste pour respecter l'heure butoir du couvre-feu. Les aléas et retards cumulés font atterrir hors délai à Nantes. Pire, certaines « cherchent à échapper à leur responsabilités aussi bien vis-à-vis de la population de l'agglomération de Nantes (en refusant de payer les amendes** prononcées pour non respect du couvre-feu), que vis-à-vis de leurs clients (en refusant de les indemniser) » tout en multipliant les recours devant les tribunaux français et européens, tentant de reporter leurs torts sur les contrôleurs aériens. Les compagnies aériennes ont plus d'une tour de contrôle dans leur sac. ■

* Idem à Paris, Bordeaux, Marseille, Toulouse...

** Jusqu'à 40000€ sur le papier, 15000€ en moyenne.

Vinci soit-il Chute libre

Le vol rapporte, à Ancenis.

TRAFFIC en baisse de 14% à l'aéroport d'Ancenis. Les zingues de particuliers limitent la casse : les aéroclubs d'Ancenis et Nantes fournissent 81% du trafic. Les 64 vols d'affaires ne trimentent que 288 passagers par an, surtout vers Le Bourget, à 2h40 en train.

Une filiale de Vinci gère l'aéroport depuis 2011, avec une subvention de 170000€ par an, soit la moitié du coût de cette pseudo délégation de service public, sans risque pour Vinci. L'arrangement tient plus du marché public, pointe la chambre régionale des comptes en décembre 2022. En six ans, Vinci n'a investi que 6000€, déboursé 2000€ de redevance domaniale ridicule, un tiers moins cher qu'une location d'un parking à bagnoles dans le coin. Grâce aux largesses qu'on lui concède, Vinci a empoché 150000€, sans compter la vente de carburant, qui génère

les trois quarts des recettes hors subvention. Mais Vinci n'a pas daigné fournir de chiffres sur cette marge pétrolière. Les magistrats des comptes toussent devant les charges de structure démesurées facturées à la maison mère, Vinci : « La prestation "ressources humaines et politique sociale" est facturée 10000€ par an, alors que l'aéroport est géré par un seul agent (...) La "réalisation de la paie" pour un unique agent est facturée 4500€ », quinze fois plus cher que le tarif usuel d'un cabinet comptable. Si c'est de l'argent fichu en l'air, Vinci le rattrape au vol. ■

Guy Nemer



Circuits courts

Bruits et chuchotements

Barouf, tintamarre, ramdam, boucan, tapage, pet, tout est interdit à La Baule.

PAS QUESTION que ça nuise sonorement au bilan à mi-mandat du maire de La Baule. « Un premier radar antibruit pédagogique a été installé au printemps 2022 sur le front de mer pour lutter contre les nuisances sonores dues aux véhicules à moteur », rappelle le bulletin municipal. Pour se faire aussitôt tacler par les riverains de l'aéroport, où, au chapitre nuisances sonores, sont interdits « les aéronefs non habités », donc les drones jugés plus problématiques que les 22000 mouvements par an de zingues de tourisme et d'affaires, hélicos et ULM. D'autant

que, depuis 2020, la compagnie Océan jet club y gère trois jets privés dont un Cessna qui a, en 2022, réalisé 114 vols, dont 37 vols de moins de 30 minutes, et huit décollages de moins de cinq minutes ralliant La Baule à Saint-Nazaire. Une « aberration écologique » dénonce l'asso des riverains Arabesc. Créé en 1917, cet aéroport serait « partie intégrante du patrimoine et de l'attractivité » bauloise a rétorqué Franck Louvrier, maire et président du syndicat intercommunal qui gère l'aéroport, interpellé en 2021. Le Baulois de base est pourtant pro-

tégé par un arrêté de 2002 : « Tout bruit gênant causé sans nécessité ou dû à un défaut de précaution est interdit, de jour comme de nuit ». Un poème, ces interdictions : dans la rue, « sont interdits les bruits gênants par leur intensité, leur durée, leur forte charge informative, leur caractère agressif ou répétitif quelle qu'en soit la provenance », y compris les « chants de toute nature, les émissions vocales ou musicales, l'emploi d'appareils et de dispositifs de diffusion sonore ». Les casserolades, mais pas le bruit des balles de golf. ■

Yves Hétéro

Zéro pointé en cours d'artificialisation

C'est pas le tout de claironner qu'on ne mangera plus de terres agricoles, l'appétit est intact.

À 14,1% d'artificialisation, deux fois plus qu'en Mayenne, la Loire-inférieure est championne régionale. Sols étanches, biodiversité à l'agonie, terres agricoles en peau de chagrin. L'objectif Zéro artificialisation nette? Tout le monde s'en tape. Que la loi climat et résilience (2021) suivant le plan biodiversité (2018) aille se faire cuire le cul. Auprès Wauquiez entré en résistance contre la loi ZAN, le Vendéen Retailleau a pourfendu cette lubie écolo qualifiée de « ruralicide », rien que ça.

Les vieux réflexes d'expansion urbaine sans scrupules restent ancrés. Quitte à chasser le naturel à coup de pelleteuses. Certains projets s'embourbent et finissent par être abandonnés. L'aéroport en plein bocage de ND-Landes, le surf park de Port-Saint-Père enlisé après le confinement, la piste d'essai d'Airseas dans le marais breton à Machecoul, supposée tester les ailes à tracter des cargos, abandonnée en 2021. Mais des projets anti-ZAN, il en reste. Revue non exhaustive. ■

Pas touche à l'alouette Lulu

Rien ne va plus pour les zacariens.

SAINTE-PAZANNE veut sa ZAC pour bâtir 400 logements et un truc non défini (prononcer « réserve foncière »). Lancé en 2019 et confié au promoteur Nexity associé au Crédit mutuel, le projet s'embourbe. Étude d'impact lacunaire et bâclée a dit l'Autorité environnementale, et contraire à l'objectif légal de zéro artificialisation nette. Son avis du 2 octobre pointe tous les manques du dossier : périmètre du projet, biodiversité, zones humides et gestion des eaux pluviales, nuisances sonores, paysage, climat, sobriété énergétique... Pas grand-chose qui va. Le 13 avril, la Dreal a déjà rejeté la demande d'autorisation

environnementale. La commune a pourtant jeté son dévolu sur 24,1 ha de bocage au nord du bourg, dont 8,4 ha de zones humides et 11 ha de terres agricoles. Ce qui artificialiserait plus de 16 ha et détruirait haies et zones cultivées. Le périmètre inclut quatre mares profondes, des prés et des prairies humides, des bois de frênes et de chênes, une plantation de peupliers, des jardins, 3,3 km de haies. La Zac menace des dizaines de bestioles protégées, 33 espèces d'oiseaux (dont l'alouette Lulu : respect!), trois de reptiles, sans parler des lapins de garenne, hémissons, chevreuils et chauve-souris. Ratiboiser, ce serait trop bête. ■

Le commerce des bennes

Le remblai de gravats en zone humide, méthode imunité.

COMMENT balancer sans ennui 15 000 tonnes de gravats, débris de béton et bouts de plastique sur une zone humide classée? Suivez la méthode de ces patrons du BTP de Pont-Saint-Martin et du bénéficiaire des gravats, un industriel de Picardie qui a acheté en 1999 le domaine des Gillières à La Haie-Fouassière. Sept ans après les faits, la justice les a relaxés. En bennant ces déchets sur une ancienne parcelle à vigne reclassée zone humide (L'Hebdo de Sèvre et Maine, 13/03), ces patrons peu scrupuleux ont économisé un transfert en installation de déchets inertes agréée, qui aurait coûté de 45 000 à 75 000 €.

Rattrapés par la patrouille, ils ont été accusés de « dépôt de déchets de construction non autorisé sur une terre agricole » et « exécution sans autorisation de travaux nuisibles à l'eau et au milieu aquatique ». En 2021, la justice a proposé de réparer les dégâts en créant une zone humide deux fois plus grande, avec une petite amende de 300 €. Refus net du proprio de la parcelle remblayée. Bien joué. En baratinant qu'il n'était pas au courant du classement en zone humide, il échappe à toute sanction. Les éboueurs de vieux béton aussi. Le procureur a bien aidé, soulignant que le dégât sur la biodiversité était de fait minime, la vigne étant tellement traitée, cette culture de la destruction laissant « très peu de faune » sauvage à préserver. Hips! ■

Grenouillages en zone humide

Département et métropole rameutent les pompiers en chef pour sauver la caserne embourbée.

CONSEIL municipal de gala à La Montagne, ce 19 octobre, qui reçoit quatre pompiers représentant le Sdis 44 dont trois en grande tenue, galons rutilants. Grande mobilisation pour un projet extravagant de caserne intercommunale en pleine zone humide* que veulent imposer la Métropole et le Département qui finance le Sdis, prétextant qu'il y a le feu (prononcer « urgence ») et qu'ils ont déjà le terrain, arguments imparables selon eux. Dans les tuyaux depuis 2016, ce dossier bancal a reçu une volée de bois vert de l'autorité environnementale régionale en février 2022. Convaincre les élus de La Montagne est indispensable sous peine de voir l'agglomération appliquer son pacte politique de non agression, abandonnant un projet dans une commune membre qui s'y oppose. Le lieutenant colonel Samuel Rousseau monte en première ligne : nécessité de regrouper au sud cinq casernes vétustes et saturées, localisation idéale pour le délai de secours, intérêt public majeur, « faible fonctionnalité écologique et hydrologique » des terrains à artificialiser... L'intervention fait mouche. Devant tant de périls, le conseil se met au garde-à-vous, énonçant quelques réserves, pour la forme. Les grandes manœuvres ont commencé dès janvier 2022, quand il a fallu retourner un vote défavorable (11 contre sur 12) de la commission locale d'eau, invitée instamment à revoir son avis. Un an plus tard, en juillet 2023, retournement de situation : dix pour, deux contre, une abstention. Les

mesures compensatoires insuffisantes? Pschitt! Mauvais calcul, réglementation mal interprétée. Au préalable, le président de la commission Claude Caudal a eu droit en tête-à-tête au grand numéro du boss du Sdis 44, Stéphane Morin, sur la sécurité des biens et des personnes. Les données du dossier restent pourtant les mêmes. Les mesures compensatoires envisagées visent en partie des zones déjà humides. Curieux concept que de rendre plus humides des terrains qui le sont déjà, plutôt que d'épargner une parcelle naturellement humide. Pur hasard, sans doute : l'emplacement prévu pour la caserne se trouve dans la Zac Montagne plus, commercialisée par Loire-Atlantique développement Sela, la caserne offrant sa dernière chance d'équilibrer financièrement les travaux d'aménagement. Que le résultat de l'enquête publique soit positif ou négatif, le préfet n'aura qu'à signer la déclaration d'utilité publique. C'est tout le charme du droit de l'environnement : la plupart des avis émis par les diverses autorités sont consultatifs, permettant au bureaucrate de s'asseoir dessus. Mais l'urgence tant mise en avant pourrait encore attendre : les proprios des terrains menacés d'expropriation pour y programmer les mesures compensatoires veulent aller devant le tribunal administratif. En attendant, les pompiers sont le bec dans l'eau. ■

Hépion Ponton

* « Des pompiers à baigner dans l'humide », Lulu n° 120-121, juillet 2022.

La ZAC qui zappe les grenouilles

Déprotégées, des espèces rayées de la carte.

DÉBUT juillet, feu vert du préfet au projet d'extension de la ZAC du Plessis au Loroux-Botttereau : 36,5 hectares à artificialiser, dont 2,5 ha de zones humides. Cette dérogation à la loi sur l'eau régularise l'autorisation de juin 2014, délivrée en zappant grenouilles agiles, lézards à deux raies, tritons crêtés, faucons crécerelles, grenouilles rieuses, et huit autres espèces a priori protégées mais finalement pas ici. Maintenir et déplacer quinze arbres, garder des bouts de haies, une mare, en recréer trois petites, poser six nichoirs a suffi à convaincre l'administration. Même si le déplacement ou la recréation de milieux naturels est toujours très improbable. Si vous croisez des grenouilles et tritons armés de fourches et de bâtons, c'est que leur jacquerie a commencé. ■



Les valeurs de sable

Les marchands de sable en veulent toujours plus.

EXTENSION de carrière à Saint-Sulpice-des-Landes, près d'Ancenis. Le groupe Hervé extrait déjà du sable pour le BTP sur 34,4 ha, il lui en faudrait 44 de plus, à éventrer dans les trente ans à venir. Mais la destruction des haies est incompatible avec le PLU. Le gisement de six millions de tonnes de sable date du pliocène. L'exploitation actuelle requiert déjà 92 va-et-vient de camions par jour. Fin août, l'autorité environnementale a pointé ses objections : gabege de terres agricoles, consommation d'eau, sans tenir compte des scénarios climatiques, faune et flore sacrifiées... À Donges, c'est une ancienne carrière remplie d'eau qui pose problème. On croyait le projet

oublié, mais, en mai dernier, le préfet a autorisé Charier à y déverser 1,8 Mt de gravats et déchets inertes d'ici douze ans. Ce qui devrait combler le plan d'eau où la nature a repris ses droits, l'ancienne carrière devenant zone classée espace remarquable, Natura 2000 et zone humide, au bord du parc de Brière. Mairie de Donges et département sont en pétard. « Charier a une logique purement financière, enfouir 1,8 Mt de déchets c'est une opération à plus de 20 M€ de bénéfice pour l'entreprise. Charier a gagné de l'argent en creusant la carrière, et maintenant il veut en gagner en la bouchant avec des déchets », dit le maire de Donges (L'Écho de la Presqu'île, 23/06). Faire son trou, le boucher : un vrai plan de carrière. ■

Urbanisme en mode pénalty

La ligue de foot fuit une zone humide pour s'implanter dans une autre...

LE FOOTBALL en palmes, c'était déjà un risque au siège de la ligue régionale de foot, jusqu'ici basé à Saint-Sébastien avec ses terrains en bord de Loire régulièrement inondés, injouables l'hiver et en périodes de crues. D'où ce repli dans les terres, à Vallet, nouveaux bureaux à construire, salles de formation, dortoirs, terrains de jeu. Mais le site choisi suppose d'artificialiser 7,9 hectares agricoles, dont 7,07 ha de zone trempette : « La quasi intégralité des sols du site d'étude sont hydromorphes et caractéristiques de zones humides » précise la demande d'évaluation environnementale. Quant à la séquence ERC (éviter-réduire-compenser), la communautés de communes

Désert de béton

Pas question de se priver de désert au Croisic.

ÉTENDU sur 450 ha, dont 53 % déjà artificialisés, Le Croisic a beau être une presqu'île cernée par des zones Natura 2000, la révision du plan local d'urbanisme veut toujours plus d'espace à bétonner. Ce PLU ne parle jamais d'objectif zéro artificialisation nette*. Si, de 2009 à 2021, quelque 5,3 hectares ont d'être urbanisés, cinq autres hectares doivent être mangés dans les dix prochaines années par les bâtisseurs, pour toujours plus de

logis à touristes. L'autorité environnementale toussé : quel besoin de ces nouveaux logements alors que 58 % des actuels logements sont déjà des résidences secondaires**, donc désertées presque toute l'année? L'administration prise en flagrant délit d'antisecondarisme résidentiel primaire. ■

* Avis de la Mission régionale de l'autorité environnementale, 2 août 2023.

** À La Baule, « seulement » 57 % (moyenne nationale : 9,7 %).

la récupération des eaux usées pour l'arrosage des terrains ». Le couac, c'est d'avoir choisi « un territoire fréquemment soumis en période de basses eaux à des niveaux de restrictions interdisant l'irrigation de terrains de sport », note la Dreal. Un tacle sur terrain glissant. ■



Le maraîchage tourné Vinet aigre

Vinet & Vinet, maraîchers productivistes, récidivistes, activistes de l'inertie.

LE 11 JUIN dernier, un joyeux groupe de cyclistes des Soulèvements de la Terre arrache des plants de muguet industriel à Machecoul, et les remplace par des semences de sarrasin semée à la volée. Le champ de culture intensive appartient à Jean-François et Charles Vinet. Autre étape dans une « station expérimentale » de la fédération des maraîchers nantais à Pont-Saint-Martin et, sacrilège suprême, des plants de salade pesticiidée sous serre sont piétinés, des semences paysannes les remplaçant là aussi. Après Sainte-Soline, ces actes de résistance biologique en Loire-Inférieure ont fait fulminer le syndicat ultraproductiviste de la FNSEA, exhumant une loi des années 1930 édictée contre les violences meurtrières des ligués d'extrême-droite, mais dont l'utilisation par Darnain a finalement été retoquée par le Conseil d'État. Par le passé, ces maraîchers pleurnichant ont pourtant donné dans l'action coup de poing, virant des tomates importées des rayons d'un supermarché à Sainte-Luce en 2013, ou bloquant carrément les ponts de Bellevue et de Cheviré en 1992.

Multirécidiviste

Loin de l'image de martyrs relayée par les médias complaisants, les sieurs Vinet affichent un sacré casier judiciaire environnemental multirécidiviste. Dernière infractions en date : à Commequiers au nord Vendée,



la société Serres les trois moulins, l'une des nombreuses entités de l'entreprise familiale, a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 29 juin de régulariser enfin sa situation, cinq ans après un rapport accablant de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et un autre, négatif, de l'administration régionale, placée sous l'autorité préfectorale. Préfecture qui, le 28 mai 2018, accordait aux frangins, malgré plusieurs avis défavorables, dont celui du Conseil national pour la protection de la nature, une dérogation pour « détruire et perturber intentionnellement des spé-

cimens de grenouilles agiles et de tritons palmés ainsi qu'à détruire, altérer et dégrader des aires de repos ou des sites de reproduction de la grenouille agile ». Ces amphibiens figurent sur la liste rouge de l'UICN* des espèces menacées en France. Le préfet de l'époque refuse de communiquer les documents légitimant sa position, prise au nom de la « raison d'intérêt public majeur ». Il faudra saisir la Cada, Commission d'accès aux documents administratifs, pour le forcer à lâcher les documents en janvier 2019. L'exploitation maraîchère des Trois moulins est pourtant montrée en exemple, son « savoir faire français » honoré en avril 2021 par la visite de deux ministres, Agriculture et PME, et une cohorte d'élus locaux.

Fait accompli

Enfin, en juillet 2021, le tribunal administratif invalide la mesure dérogatoire, ce qui confirme la cour d'appel, mais trop tard : des serres ont été construites dès 2019, couvrant 12 hectares, l'équivalent de 12 hypermarchés Leclerc Paridis. L'art du fait accompli, facilité par le juge des référés qui a refusé

la suspension des travaux en attendant le jugement sur le fond.

L'arrêté du 29 juin 2023 dresse la facture du passage en force malgré plusieurs rappels à l'ordre : « Mares de compensation » non fonctionnelles, « mares préservées » transformées en marigots d'eaux sales, manquements répétés, absence de rapport de suivi écologique obligatoire, etc. Les Vinet ont été sommés de corriger avant novembre leurs dégâts, dont certains sont irréversibles. Chantiers impossibles. Détail croustillant : « Conformément aux prescriptions » ordonnées en 2018, l'acte administratif rappelle « l'exclusion de l'usage de produits phytosanitaires dans le processus de production », à savoir des tomates dites bio, mûries hors sol, chauffées par les centrales de cogénération à gaz.

Le clan a de nombreux autres démêlés judiciaires. En 2021, Jean-François Vinet est condamné à Nantes en correctionnelle à six mois de prison avec sursis et 2000€ d'amende pour « destruction non autorisée d'une espèce animale protégée » après l'arrachage sans autorisation de 430 m de haies, en pleine période de nidification. À l'audience, le représentant de l'OFB, Office français de la biodiversité, souligne une volonté délibérée de commettre l'infraction, l'exploitant agricole ne pouvant ignorer que les subventions européennes dont il bénéficie sont sous condition de respecter ces règles.

Humidestruction

Rebelote en 2022. L'olibrius est à nouveau rattrapé par la patrouille, pour le remblaiement et l'assèchement d'un hectare de zone humide référencée depuis 2013 en « classe 3 », donc « parmi les plus fonctionnelles et les plus importantes à préserver » avait rappelé l'OFB. Jugement : obligation de remettre le terrain dans son état naturel (!) et 10000€ d'amende. Pic et pic et colégram : gérant de la Haute-Pommeraiie à Mache-

Exctincteur incident Sulfurisque industriel

Toxique, moi, jamais ! Yara, à Montoir : un mort, 139 ouvriers sur le carreau.

INTÉRIMAIRE chez un sous-traitant de Yara, il est mort le 24 octobre d'un malaise après vomissements. La direction a dégainé sa plaidoirie de gestion de crise : « Le défunt n'a pas été en contact avec de l'ammoniac et ne travaillait pas aux abords des bacs. Son décès n'a donc pas de rapport avec la présence d'ammoniac sur notre site de production ». Comme s'il n'y avait que ce produit toxique sur le site de Montoir... La langue magique du yarienavoir a déjà servi pour faire passer 13 tonnes d'acide sulfurique déversées le 28 juillet dans les bassins d'eaux de pluie pour une « fuite de faible ampleur contenue au sein de l'éta-

blissement » selon la préfecture. Même terminologie officielle le 8 septembre 2022 : « fuite de faible ampleur » d'acide sulfurique, là aussi « contenue au sein de l'établissement ». Et on peut se rassurer, ce n'était pas de l'acide pur, juste du concentré à 96 %... Dépêchés sur place, les services de l'État pointent des « non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives », notamment une « rupture nette de la tuyauterie » dans une zone ayant subi érosion et corrosion. Tuyauterie pourtant changée en juin suite à un premier incident. Un tuyau qui tient un mois, faut le refiler à des parieurs du PMU.

coul, Charles suit son aîné : 17 hectares de serres y sont chauffés par une chaudière qui pollue allègrement le voisinage. Mise en route sans autorisation, la chaufferie carbure aux déchets bois sans l'agrément spécifique. Dès janvier 2014, l'inspection des installations classées alerte, pointe « des rejets en métaux composés organo-halogénés et PCB qui peuvent notamment se déposer sur des zones de cultures maraîchères ou des petits potagers ». Et ordonne l'arrêt « sans délai » de « l'épandage des cendres qui sont considérées comme des déchets dangereux ».

Cinq ans plus tard, nouvelle visite d'un inspecteur : c'est pire ! La chaudière continue de cracher poussières, dioxines, furanes et plomb, bien au-delà des valeurs limites autorisées. À proximité s'entassent aussi 6000 m³ de déchets, palettes peintes, bois de démolition, d'ameublement, plastiques, etc., toxiques si on les crame. Rien à voir avec le bon bois censé brûler dans les règles. Sous un hangar, on n'a même pas planqué des big-bags, certains éventrés, plein des cendres issues de cette combustion de margoulin. Un petit coin de la « ferme France » version dégueu. L'arrêté de « mesures d'urgence » n'impressionne pas vraiment le maraîcher. Trois ans plus tard, en mai 2022, l'administration doit réitérer la mise en demeure : tout le bois déchets qui aurait dû être évacué « sans délai » en 2019 est toujours là en quantité, et la chaufferie crachouille toujours ses tombereaux de saloperies. Mais, dans sa grande mansuétude, le préfet accorde encore un an de délai pour mettre hors service le fourneau. Il faut savoir être compréhensif avec les patrons, même voyous.

La famille a aussi été condamnée en 2016 pour « blessures involontaires » après le passage d'un saisonnier sous les roues d'un tracteur à Saint-Philbert-de-Grand-Lieu. Et recondamné en 2017 pour revente à des grossistes et à des centrales d'achat de quelque 800 000 concombres hollandais réétiquetés product of France.

À ce qu'on dit, les serres, c'est chez les rapaces, qui ne sont pas tous des oiseaux de proie de l'année. ■

Candy Dooz

Lisier sur la réserve

Méthani oui ni non

Intermittents de la préfecture, les commissaires-enquêteurs se font réservistes du projet d'usine à gaz.

LES COMMISSAIRES enquêteurs sont des gens étranges qui disent « oui » avec tant de « mais » qu'on les croirait opposés à leur propre opinion. Pour clore l'enquête publique du méthaniseur en projet à Corcoué-sur-Logne, leur feu vert est assorti de réserves, neuf au total, un petit record. Réserves qui « devront impérativement être levées avant le début des travaux ». Sauf que ces commissaires n'ont aucun pouvoir de contrainte et que leur « impérativement » est de pure forme. Au tribunal administratif pourtant, une seule réserve équivalait à un enterrement de première classe si le porteur du dossier, la coopérative d'Herbauges soutenue par la compagnie pétro-anglo-néerlandaise Shell, ne peut pas prouver qu'il peut la surmonter. Le rapport de fin d'enquête a ainsi levé des doutes sérieux sur les routes de desserte, le bilan carbone, le mode de chauffage, les impacts sur l'eau et les zones naturelles, etc. Le plus improbable objection note que le maître d'ouvrage devra « finaliser avec le département, les élus locaux et les riverains un

accord sur les aménagements routiers à réaliser et sur le plan de circulation permettant d'éviter les secteurs et traversées les plus sensibles et réduisant au mieux les nuisances de trafic, d'insécurité routière et de bruit des poids lourds ». Or, le département, qui possède la compétence des routes, a déjà dit et redit *niet* au projet. Le trio de commiteurs-enquessaires feint de croire à une possible concorde malgré la « forte opposition locale » de la population, de la quasi-totalité des communes du coin, du Département de Loire-Inférieure qui vient de réaffirmer son opposition ferme), de deux sénateurs, des assemblées gérant les quatre schémas d'aménagement et de gestion de l'eau concernés par cette usine à gaz. Même la Vendée réac productiviste affiche son rejet, c'est dire. Du coup, Christelle Moranchais, pourtant ultrafavorable aux agriculteurs productivistes, n'a pas osé donner sa bénédiction régionale pour ne pas diviser sa majorité. Quand ça sent le gaz et même plus, autant ne pas plonger tête baissée dans 500 000 t de merde par an. ■

Fort thune

Le SNIF rapporte gros

Le brevet renifleur financé par le budget public a fait la fortune des boss d'Eurofins.



PAS D'INQUIÉTUDE pour la retraite des frangins Martin, à la tête d'Eurofins, mégagroupe transcontinental de labos d'analyses, construit à coups de rachats multiples de concurrents. Dans son classement 2023 des milliardaires français, le magazine américain Forbes classe Yves-Loïc en 42e position avec un pécule estimé à 1,3 milliard d'euros et son aîné, Gilles, à la 28e place avec un magot d'environ 3 milliards. Les sans-dents ne s'en rendent pas compte mais baigner dans une telle fortune cause bien du souci, avec le livret A plafonné à 22950€ et le livret de développement durable et solidaire à 12000€.

Que faire du reste? Les banques? Trop risqué. Par contre, la pierre, ça c'est du solide. Nababs et rentiers le savent depuis des lustres. En gestionnaire avisé, le tandem familial achète donc des bicoques. En novembre 2022, l'agence financière Bloomberg signalait l'acquisition de quatre modestes pieds-à-terre et d'un appart pour un montant total dépassant les 130M€. Bons élèves, les deux Martin, l'un passé par Polytechnique l'autre par Centrale, appliquent la règle des « 3 E » chère aux pros de l'immobilier : l'emplacement, l'emplacement et l'emplacement. En toute simplicité, ils ont choisi la Côte d'Azur, plus spécialement « la péninsule des milliardaires » du côté de Saint-Jean-Cap-Ferrat, truffée d'oligarques russes et de

stars du show biz.

Un réflexe corpo naturel de la part de dirigeants qui, en 2011, ont transféré le siège social d'Eurofins au paradis fiscal du Luxembourg. Jamais mieux que l'entre-soi pour tchatcher optimisation fiscale lors de soirées barbecue/piscine.

L'histoire d'Eurofins débute en 1987 à Nantes quand Gilles acquiert auprès du CNRS un brevet public, le fameux SNIF-NMR développé par ses parents fonctionnaires, chercheurs à l'université qui a financé leurs travaux. C'est le début des années 1980, le réchauffement climatique n'est pas d'actualité : faute de soleil suffisant, les vigneron chaptalisent à tout-va, pratique consistant à ajouter du sucre au moût pour augmenter le degré d'alcool final du vin après fermentation. Mise au point par papa et maman, Maryvonne et Gérard Martin, la spectroscopie à résonance magnétique nucléaire s'avère redoutable pour vérifier l'origine et l'authenticité du pinard. Diversification tous azimuts, acquisitions de labos à tout-va : 35 ans plus tard, la petite société est devenue une multinationale réalisant un chiffre d'affaires 2022 de 6,7 milliards d'euros. Depuis son introduction en bourse en 1997, l'action qui fait partie depuis septembre 2021 du CAC40, Graal des boîtes cotées, a augmenté de plus de 20000%. Quarante ans après, les Martin se sucent toujours. ■

Pissenlits

La droite anti-racines

J'irai biner sur vos tombes.

À LA TÊTE de l'opposition de droite à la mairie, Laurence Garnier lance la bataille de l'herbe folle. « Nos cimetières ne sont pas un lieu d'écologie politique mais un lieu de recueillement à la mémoire de nos disparus ». Elle dénonce « friches, herbes non coupées, végétation non taillée » autour des tombes. Alors comme ça, il faut cueillir l'herbe pour bien se recueillir? En juin 2019, Laurence Garnier avait pourtant voté sans tirer un vœu, adopté à l'unani-

mité par le conseil métropolitain, prônant les pratiques zéro-phyto « mettant notamment fin aux dérogations concernant l'usage des pesticides sur certains espaces verts, terrains de sport ou cimetières ». Depuis, l'arrêté interministériel du 15 janvier 2021 a étendu aux cimetières le zéro phyto imposé aux collectivités par la loi Labbé de janvier 2017. On suggère à M^{me} Garnier une solution simple : une herbe folle, un infirmier psy. ■

Farces de l'ordre

■ **Loire inf. pandorisée à bloc.** Couvrant zones rurales et petites villes, le département avait déjà 44 brigades de gendarmerie. 44, facile pour s'en souvenir. Macron vient d'en ajouter quatre, dont deux mobiles. Ça fait 48. On se croirait en Lozère. Avec les 32 pandores de plus, les effectifs atteindront 1182. Pas encore 1312... All chiffres are bastards.

■ **Chasseurs de sachets.** Vendredi 13, Châteaubriant. Un bon jour pour tenter la chance et démanteler les trafics de drogue. L'opération s'appelle « Tempête 44 ». Ça va décoiffer. Le quartier de la Ville-aux-Roses est quadrillé par une centaine de pandores, dont 70 gendarmes mobiles de l'escadron Guépard de Versailles, spécialisé « violences urbaines », six flics municipaux, trois maîtres chiens, deux gendarmes à cheval. Halls, caves, cages d'escaliers, garages à vélos, placards techniques, toits, passés au peigne fin. « Les recherches ont rapidement porté leurs fruits » (*L'Éclairneur de Châteaubriant*, 13/10). En fait, Tempête et Guépard ont accouché d'une souris bien maigre : trois sachets d'herbe et de hasch, une boulette, soit à peine 60 grammes. 0,6g de fruit par fonctionnaire pour un jour de travail : un rendement stupéfiant.

■ **Renfort en gueule.** En lisant vite, on a pu croire La Baule envahie par les insurgés vulgaires : « Émeutes : à La Baule, le renfort des CRS mis en suspens, le maire craint une "non-assistance à vie en danger" » (*Le Figaro*, 05/07). Suite au meurtre de Nahel, les révoltes des quartiers populaires mobilisent les CRS, empêchés de débouler à La Baule pour protéger gourmets en or et foulards Hermès. Déficit policier. Panique du maire. Vie des estivants en péril, qui ont quand même survécu à cette carence de compagnons républicains de sécurité. Et miracle, les 80 CRS en renfort ont été affectés à la mi-juillet. Pendant quinze jours, on a frôlé l'apocalypse.

■ **Un trou dans le ventre du bruit.** Intolérable, le bruit sous ses fenêtres. Flic à la brigade anticriminalité, il sort de son salon avec son flingue de service et tire sur le gars qui fait du barouf, dans le ventre, canon à moins de 50 cm, sans réussir à le refroidir. C'était en 2019. Au tribunal, le flic flingueur s'est dit fatigué par une manif des Gilets jaunes où il aurait marché près de 15 km. Pour « décompresser », deux bières sifflées au commissariat, puis quatre verres de rhum-orange et un joint. Lors de l'enquête, le gars de la Bac dit sa « souffrance » d'être interdit de port d'arme. C'est dur d'être flic sans moyen de tuer les bruyants. Condamné à dix mois de bracelet électronique pour « violences aggravées » (*Le Parisien*, 13/07), l'ex-flic donne désormais dans l'immobilier. On suppose qu'il ne tire plus que sur les prix. ■

Vert de gris

Controverse le béton, j'enlève l'échelle

Attention : le béton du nouveau CHU n'est pas gris, mais vert.

VINCI BÂTIT neuf des 15 bâtiments du nouveau CHU, soit 120 000 tonnes de béton (le poids de 12 tours Eiffel), dont un tiers déjà coulé. Mais pas du sale béton à fâcher les soulèvementnistes de la terre. Du béton « bas carbone »... Ce n'est pas une blague. La presse, AFP en tête, relaye sans tousser le bobard de ce béton de greenwashing dit « vertueux » pour un hosto vert en façade, comme Vinci avait tenté de vendre son aéroport en bocages-Landes. Le fait de remplacer un des composants du béton, le clinker, par du laitier d'aciérie ne réduit l'empreinte carbone qu'à la marge, en masquant la mesure exacte des effets désastreux du sous-produit des hauts fourneaux. « En amont, les aciéries qui produisent ce déchet ne le comptent pas dans leur bilan carbone. En aval, les gens du béton ne le comptabilisent pas non plus. C'est compté nulle part sauf que ce matériau existe bien », explique le ministère du Logement*. « Les cimentiers ont le droit de garder secrète leur recette industrielle et l'empreinte carbone affichée sur l'étiquette de leur produit

est difficilement vérifiable** ». D'autant que le calcul du gain de ce substitut est pipé, expliquent les experts de référence***. « Sujet à controverse », expliquait *Ouest-France* (25/05/2021) pour pas trop se mouiller. D'autant que prétendre réduire les effets du béton ne va pas avec un recours restreint dans le monde au béton qui, s'il était un pays, serait le troisième émetteur mondial de CO₂, derrière la Chine et les États-Unis. « Le béton est une entreprise lucrative, conservatrice et très capitalistique. Les industriels ont investi dans leurs carrières, leurs outils industriels, ils n'ont aucun intérêt à ce que ça change », explique le producteur de ciment Hoffmann Green Cement. Comme le sucre light reste du sucre, le béton vert et vertueux reste du béton. ■

Babacar Bonneteau

* France TV, 08/10/2020.

** « Le "béton vert", arme de la transition écologique, fait chou blanc », *Médiapart*, 16/07/2022.

*** « Le vrai du faux béton bas carbone », article de la société d'ingénierie Elioth, 15/12/2020.



L'eusses-tu CHU

L'hôpital renoncementeur

Petit arrangement après fâcherie. Grosse facture.

EN AVRIL 2020, l'agence belge Art & Build, première équipe de maîtrise d'œuvre du nouveau CHU, a été débarquée. Le contentieux avec l'hôpital portait sur la demande de rémunération supplémentaire des architectes au vu des nombreuses modifications demandées en cours de route. Et sur le coût prévisionnel des travaux*, qui fixe leurs honoraires. Publié à la mi-mai, l'« audit flash sur la reconstruction du CHU » de la chambre régionale des comptes dévoile après coup la transaction. Le groupement d'architectes et entreprises réclamait 11,7M€ de dédommagement, le CHU ne proposait que 2,5M€. L'accord amiable a finalement vu le CHU larguer 6,8M€ mais aussi renoncer à tout recours en justice contre ce premier groupement de maîtrise d'œuvre ou ses assureurs. « En renonçant à cette garantie jouant en cas d'erreur de conception commise par le groupement, le

CHU s'expose ainsi à un important risque financier », commentent les magistrats des comptes évoquant des « concessions manifestement disproportionnées au détriment du CHU ».

L'avocat du CHU avait pourtant déconseillé de renoncer à cette garantie significative, mais, pour le CHU, c'était la condition pour que le cabinet belge Art & Build accepte de signer l'accord. Le CHU s'est pourtant bien gardé d'avertir son ministère de tutelle. La chambre des comptes relève que « des difficultés de conception ont déjà été identifiées » (désenfumage, auvent des urgences) mais qu'elles sont minorées par le CHU qui touche du bois, croise les doigts et collecte d'urgence peaux de lapin, trèfles à quatre feuilles et fers à cheval. ■

Nadia Foirius

* Les premières évaluations, 953M€ (en 2009), puis 976 (en 2013), ont désormais grimpé à 1,3 milliard d'euros.

14 octobre 2023

LIDL en GRV

Troisième mouvement de grève au magasin lidl du bas Chantenay

onze employé·es polyvalent·es, Six encadrants

un collègue a été agressé par 3 encadrants

Un des managers a fermé la porte du bureau et lâché

«tu sors pas tant que t'as pas signé ta démission» et «je vais baiser ta mère»

Quand un magasin a 18% d'arrêts maladie pour lidl, ça va... les objectifs c'est moins de 20% d'absentéisme

la performance imposée aux caisses c'est 35 articles par minute. Tout est enregistré. C'est dans le coffre du manager, sous clé

après deux débrayages, on nous a promis une réunion

mais là, la direction a refusé tout net de parler et de la grève, et du harcèlement subi par le collègue

au final en caisse on est la moitié à bosser avec des attelles

c'est pas juste ce lidl c'est comme ça dans les autres magasins

la seule mesure pour les managers, c'est de nous dire «bonjour» et «au revoir»

j'irai me servir ailleurs

Lidl broie les gens...

on ne vaut rien, pour eux

CLIENTE en GREVE pour le respect DES SALARIÉS

Le management a été moins dur pendant le covid, fallait faire tourner la boutique et faire du chiffre

depuis, la performance a repris le dessus

le management est de plus en plus masculin et viriliste



BZZZZZ

Les brigades du moustigre

Sauvez un insecte, mangez un commercial de chez Bayer.

LA GUERRE au moustique a été déclarée sans sommation. Avec comme arme de destruction massive, la deltaméthrine*, un puissant insecticide de synthèse vendu par Bayer sous le nom d'Aqua K-Othrine. Le 6 septembre, une opération de démoustication a été annulée à Saintes par la mobilisation d'écologues charentais, riverains et élus. Cinq jours après, en Loire-Inférieure, à Saint-Sébastien-sur-Loire, personne n'ayant moufté, on asperge. Tous au abris! Il faut se claquer, fermer portes et fenêtres, rentrer chiens et chats « ainsi que leurs gamelles », protéger les animaux aquatiques (donc poissons rouges du bocal et grenouilles de la mare), couvrir les bassins, piscines et bacs à sable. Ne pas manger les fruits et légumes du jardin pendant deux jours (trois jours à Bordeaux, à Lyon...), les rincer à grande eau avant de les boulotter. Il faut aussi virer les ruches, rentrer le linge, le mobilier de jardin, les jouets, ou les couvrir d'une bâche étanche. On croirait un plan d'attaque nucléaire. La fiche du produit est sympa : insecticide très toxique pour les organismes aquatiques, avec effets néfastes à long terme. Également nocif pour les humains, voire définitif on le respire : « Potentiellement mortel en cas d'ingestion ou de pénétration dans les voies respiratoires. Même à moindre dose, la liste des symptômes est longue : tachycardie, hypotension, nausée, diarrhée, vomissements, vue brouillée, mal de tête, coma, convulsions, tremblements, œdème pulmonaire... » (Reporterre, 25/09). Pour les abeilles, les coccinelles, hirondelles, chauves-souris et coléoptères, c'est la plaie.

Septembre toujours, deuxième cas de dengue à côté, à Trentemoult, mais sans offensive de destruction chimique, le quartier étant trop proche de la Loire, zone trop Natura 2000, trop incompatible avec le traitement de trop choc. On s'est contenté de faire toc toc! maison par maison. En porte à porte, les missionnaires de l'Agence régionale de santé ont conseillé de se débarrasser des eaux stagnantes. En les buvant cul sec, on suppose. ■

Jean-Marín Gouin

* Diméthylcyclopropanecarboxylate de (S)- α -cyano-3-phénoxybenzyle, ou C22H19Br2NO3 pour les intimes. Une douceur aussi utilisée contre les punaises de lit, dans les vignes, les vergers, le maraîchage, les cultures céréalières.

Et vous trouvez ça d'rôles ? Tu parles tu parles

Les consensus, ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît.

DIALOGUE citoyen, participation, coconstruction depuis des années, Nantes aura usé toutes les formules, y compris « forum citoyen » singeant une fausse émission de télé, sans caméra mais avec animateur très directif et interlocuteurs repérés et briefés dans la salle, le tout singeant un débat spontané. Après le « conseil citoyen » par quartier, le « grand débat métropolitain » a joué au grand déballage qui mène à tout qui mène à rien. La formule du « panel citoyen », genre consommateurs pour quelques mois de discussions en petit comité, a aussi eu son temps. En 2018, changement de nom : Nantes et la métropole remplacent « démocratie participative » par « dialogue citoyen » et l'« offre de participation citoyenne » singe le lancement de produit attaquant un marché. En 2023, place au « jeu de la controverse », qui veut simuler pour stimuler. Depuis avril, cinq ateliers ont eu lieu « dans le cadre du grand

débat Fabrique de nos villes » pour argumenter sur la base de projets fictifs : « Vous souhaitez explorer les grands sujets de controverse pour repenser la ville de demain ? Venez participer à un jeu de simulation et endosser le rôle d'un acteur de la fabrique de la ville ; défendez ses positions, proposez des arguments forts, créez des coalitions, identifiez les points de consensus et d'opposition avec les autres joueuses et joueurs ». C'est donc juste un jeu avec un rôle à tenir, pour incarner en équipe, « des "personnages" (collectif d'habitants, urbanistes, associations, promoteurs immobiliers, etc.) qui doivent échanger et argumenter autour d'un scénario commun, afin de mettre en perspective leurs points d'accord et de désaccord, identifier les polarisations et les convergences possibles, et les cartographier. »

Le fin du fin de jeu de rôles citoyen, c'est de défendre des opinions attribuées par tirage au sort, auxquelles on ne croit pas une seconde. Mais ça, c'est secondaire. ■

Eau de rose

Il faut se méfier des effets bloom bloom tralala.

GALÉJADE estivale. Version tempête dans un verre d'eau. Une pollution aux hydrocarbures est repérée le 17 août devant La Turballe. L'irisation est rose, la baignade interdite. Prélèvements et mesures multipliés en mer et sur les plages. Ronde d'hélicoptères. Pompiers, gendarmes, police municipale, préfecture maritime, Cross

d'Étel et de Plouarzel, Préfecture de Loire-Inférieure, Agence régionale de santé, les services de l'État en état d'alerte, les experts du centre anti-marée noire de Brest mobilisés. Et finalement plouf, c'était juste du plancton énervé qui s'était reproduit en tache rose de 20m par deux. L'État a envoyé sa facture au plancton. ■

Flottement malséant

À Montoir-de-Bretagne, le drapeau breton a été monté sur un mât, flottant au milieu de deux autres, le français tricolore et un spécial pour soutenir le sport avant les JO. Mauvaise position (Le Figaro, 06/08). « La place d'honneur est au centre » dit le protocole. Un petit malin a dénoncé l'affront à la police. Pas au courant de cette disposition tatillonne, le maire a été contraint d'intervenir les drapeaux. La prochaine fois, ça se jouera au bonneteau. ■



Enfant de la halle Cheville louverière

Le marché couvert de La Baule a pris le nom d'une grosse légume minuscule.

DÉJÀ inaugurées il y a dix ans quand le bâtiment a été fini, les halles de La Baule ont été baptisées du nom d'un obscur ex adjoint à l'économie même pas mort, Gatien Meunier, « hommage à un fidèle serviteur de la commune » a dit le maire à son ex-directeur de campagne aux municipales de 2020. Et blam, voilà la polémique d'août qui surgit. Cette réalisation n'est « pas une œuvre personnelle, mais collective », tousse l'opposition. Mais c'est surtout l'ancien

maire de droite, Yves Métaireau qui tacle l'actuel, Franck Louvrier : « mascarade », vision de la vie publique escamotant « volontairement le maire et tous les élus qui ont œuvré et travaillé ensemble à cette réalisation emblématique » (L'Écho de la Presqu'île, 06/07). L'ex-président de l'union des commerçants rappelle avoir demandé la démission de Gatien Meunier en 2011, « tellement le dossier des halles traînait ». La glorification d'un tel héros s'est hâtée avec lenteur. ■



Mixité à comparaître Bla bla pour du beurre

NOUVEL avatar du débat public, un atelier citoyen de la controverse a simulé les oppositions sur le thème mixité sociale : « Un territoire accueillant où chacun trouve sa place : utopie ou réalité? ». C'était le 9 juin dernier au siège de la métropole. Deux heures et demie bien cadrées pour 14 personnes pas plus, défendant leurs points de vue en les rédigeant et en les enregistrant sur une appli qui les remouline. À coup de « nuages de mots », de « diagrammes de posi-

tionnement » (les contre, c'est en bas à gauche...), de graphiques dits « matrices de similarité », le débat fictif a fait parler cinq groupes inventés, censés représenter promoteur, propriétaires, bailleur social, agence de location touristique (« Tripanantes »), contribuables de classe moyenne (« Les Z'Oubliés »). La propriété s'y est trouvée surreprésentée. Seul contrepoint, un groupe imaginaire de défense des précaires. Le dialogue, utopie ou précarité. ■

Mon bitume m'appartient L'eusses-tu craie ?

LE GRAND BANDITISME organisé à effet sécuritaire anxigène immédiat monte d'un cran à Châteaubriant. Le chef de la police municipale est le témoin en chef d'une enquête journalistique serrée des « dégradations commises ». Juste des slogans fé-

ministes (« Le viol consenti n'existe pas »), à la craie de couleur, au sol. Waouh! L'article finit par le cliché du fait divers : « À ce jour, le ou les auteurs des faits n'ont pas été identifiés » (L'Éclair de Châteaubriant, 09/10). Sans même penser à l'écriture inclusive. ■



Mots Too

Correctionnelle à Saint-Nazaire. Le prévenu qui va être condamné pour agression sexuelle nie avoir touché les hanches et les fesses de la victime mais « peut-être malencontreusement le bas des reins » (L'Écho de la Presqu'île, 23/10) et l'avoir embrassée de force, ce que l'avocat renomme un « bisou sur l'enveloppe corporelle ». S'il avait pris une mandale en retour, ce n'aurait été qu'un effleurement épidermique malencontreux. ■

Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro : Ana Pichot, Anis Mauresque, Clément, Jeanne Morue, Jules de chez Smith, Mildred Local, Nicolas de La Casinière, Olli, Pascale Hibrage, Pich, Ray Clid, Sophie Nasri, La Topette.

Directeur de publication : Nicolas de La Casinière.
N° ISSN : 1270-4911 - N° CCPAP : 0211 G 88321

La Lettre à Lulu est éditée par l'association La Luttre à Leuleu (c/o Sans Sheriff, 18 rue Geoffroy-Drouet, 44000 Nantes).

Tirée à 1300 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur lalettrealulu.fr

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : chèque à l'ordre de
Prénom : La Luttre à Leuleu
Adresse : c/o Sans Sheriff
..... 18 rue Geoffroy-Drouet
..... 44000 Nantes
..... ou abonnement
Courriel : en ligne via notre site
..... lalettrealulu.fr